



Legos

Consultation ARCEP numérotation 2025

Réponses Legos

Nicolas CASTRO
24/09/2025

Tél : +33 1 75 85 00 00 - email : info@legos.fr

SAS au capital de 300.000 € - Siret 440 799 989 00015 - APE 6110Z

Siège Social : 40, rue d'Oradour sur Glane – 75015 Paris



Synthèse

Legos se réjouit que le régulateur veille à améliorer et renforcer les mécanismes de protection des consommateurs, ainsi que l'amélioration et la simplification des règles de gestion des ressources et les procédures qui lui sont liés.

Depuis son origine, Legos est un opérateur qui n'a de cesse d'améliorer les process de contrôle d'usage des numéros pour le compte de ces clients en fonction des utilisations détaillés dans les plans de numérotations publiés dans les décisions Arcep.

En 2022, et dans le cadre de l'évolution du plan de numérotation, Legos a rejoint l'AF2M. Cette adhésion permet à Legos de transmettre à ses clients les usages déclarés sur le 33700 ainsi que permettre aux utilisateurs de réseau de Legos de signaler les mauvais usages sur ce même service.

En 2024, Legos a mis en place pour le compte de ces clients la signature des appels suivant le projet d'authentification MAN via l'utilisation du protocole STIR SHAKEN.

Dans le même cadre, Legos s'investit dans le projet de délégation d'affichage pour permettre de rassurer les consommateurs.

Legos déplore que les opérateurs refusent de mettre en place les usages prévus par la précédente décision Arcep du plan de numérotation malgré nos multiples requêtes.

A ce jour, nous n'avons pas pu obtenir d'accord/contrat de services pour les SMS sur Numéros Polyvalents Vérifiés (NPV) ou sur le use case P2A non symétrique sur les numéros pour plateforme technique.

L'Arcep a-t-elle des actions ou recommandations à nous partager pour débloquer cette situation préjudiciable
La mise en place d'un calendrier tel que celui utilisé pour les numéros pour plateforme technique est-il prévu ou envisageable ?

De façon générale, Legos s'étonne de la complexité préjudiciable à une bonne lisibilité du plan de numérotation français, ce qui expose à de multiples interprétations des différentes catégories et rend abscons celui-ci pour le consommateur.

Legos constate de part sa présence dans pays Européens de la complexité française versus les autres pays qui disposent d'une réglementation plus simple et lisible.

Question 1. Avez-vous des commentaires relatifs à la création de la catégorie des numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général, et aux conditions d'attribution, de renouvellement et d'utilisation qui s'y rapportent ?

Legos considère que la création d'un type de numéro de « confiance » dédiés aux institutions qui sont le plus usuré afin de rassurer les consommateurs est une bonne chose pour éviter les fraudes aux aides publiques.

Concrètement, Legos estime que la réussite d'un type de numéros de confiance passera par la simplification du plan de numérotation et une communication institutionnelle forte afin d'en sensibiliser le public.

L'échec des exemples précédents comme l'introduction du 093x Conversationnel SMS/Voix sans communication forte a montré les limites de ce type de démarche.

Legos considère qu'il faut rendre lisible les « types » différents de numéros. La profusion des types de numéros tel que les numéros polyvalents vérifiés, les numéros pour plate-forme technique etc... a montré l'effet de bord prévisible : une part de plus en plus importante des consommateurs ne répondent plus à un numéro qui leur aient inconnu.

Pour être efficace, la grille des types de numéros doit être simple, lisible et avoir bénéficié d'une communication adaptée.

Question 2. Que pensez-vous des règles d'altération du numéro d'appelant proposées par l'Arcep lorsque les opérateurs n'ont pas la possibilité de s'assurer de l'authenticité du numéro d'appelant mobile présenté lors d'un appel arrivant sur leurs interconnexions internationales entrantes ?

Legos accueille avec enthousiasme cette possibilité de pouvoir modifier le numéro d'appelant présentant un numéro Français non authentifié pour indiquer à l'utilisateur final que l'appel concerné peut représenter un risque.

Toutefois, il faut analyser ceci avec l'exhaustivité indispensable au bon fonctionnement des services légitimes. Le cas du Roaming en est un exemple clé. Forcer un « Home Routing voix » a des implications techniques et financières qui peuvent entrer en collusion avec les règles du « Roam Like At Home » par exemple.

Les services de Roaming Sponsors seront sans doute impactés par une décision de ce type, et les ajustements à réaliser restent à évaluer.

Question 3. Que pensez-vous de la valeur (« 99 99 99 99 99 ») de l'identifiant d'appelant banalisé proposée par l'Arcep ? L'utilisation de cette valeur présenterait-elle des difficultés techniques ?

Legos considère que si la valeur « 99 99 99 99 99 » est une valeur bien reconnaissable, elle est hors plan national de numérotation de l'ITU. L'utilisation de cette valeur génèrera des difficultés techniques majeurs car répartie bien au-delà des opérateurs (configuration xPBX etc..).

Un usage conforme de type +33 9 99 99 99 99 permettrait de limiter les impacts.

Il sera tout de même nécessaire pour les opérateurs de conserver l'identification de l'appelant d'origine dans le cadre des réquisitions.

Legos s'inquiète aussi qu'un affichage de type 99 99 99 99 va générer un taux de décroché proche du nul.

La complexité du plan de numéro lié à l'ultra découpage des tranches rend incompréhensible pour l'abonné final et fait chuter drastiquement les taux de décroché pour des services légitimes et donc une perte de qualité pour l'abonné.

Cela rejoint les interrogations soulevées à la question 1

Question 4. Que pensez-vous de la recommandation formulée par l'Arcep d'altérer le numéro d'appelant (avec la valeur « 99 99 99 99 99 ») pour les situations dans lesquelles les opérateurs ne seraient pas en mesure de retransmettre les informations d'authentification apposées dans la signalisation de l'appel, afin d'éviter toute usurpation ?

Legos considère que la valeur « 99 99 99 99 99 » permettra d'être identifié rapidement par les consommateurs comme dangereux, ce qui provoquera rejet ou non réponse.

Legos s'étonne d'un usage conjoint de ce type de numéro pour l'impossibilité d'authentifier à l'affichage banalisé. Cela va générer une perception pour l'utilisateur équivalente à « Danger ne pas répondre » et le blocage de ce numéro par les consommateurs.

Et tout ceci sans même parler des impacts MAN et signature d'appels.

Question 5. Que pensez-vous des règles proposées par l'Arcep pour encadrer la modification par un opérateur de l'identifiant d'appelant ou d'émetteur ?

Legos est favorable à l'utilisation des règles proposées par l'ARCEP de cadrer la modification de l'appelant. Legos se prépare à la « délégation d'affichage » et suit l'évolution du projet avec intérêt.

Question 6. Que pensez-vous de l'interdiction proposée par l'Arcep de toute délégation d'affichage portant sur un numéro mobile ?

Legos n'a aucune objection à cette recommandation.

Question 7. Que pensez-vous de l'application d'un délai de réaffectation d'un numéro à un utilisateur final, lorsque ce numéro a été résilié à l'initiative d'un opérateur, qui soit compris entre 45 et 120 jours ?

Depuis 2011, Legos applique déjà un rythme de quarantaine de 90 jours après la résiliation, que celle-ci soit à l'initiative du client final ou bien à l'initiative de l'opérateur, permettant dans un premier temps, la possibilité de porter le numéro dans les 40 premiers jours mais aussi la possibilité au client de resouscrire pour retrouver son numéro si besoin.

Question 8. Que pensez-vous de l'autorisation d'afficher des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant et des conditions associées à l'utilisation de tels numéros en tant qu'identifiant d'appelant ?

Legos est aligné avec le commentaire de la FFT.

Question 9. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant un numéro court dont la composante « S » hors TVA est strictement supérieure à 0,167 € par minute ou strictement supérieure à 0,417 € par appel ?

Legos n'a pas d'objection sur cette recommandation.

Question 10. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep d'obliger les opérateurs à affecter un premier numéro à un utilisateur final dans un délai d'un an après la notification de la décision d'attribution du bloc correspondant ?

Legos comprend la nécessité d'une telle règle pour d'identifier rapidement la non-utilisation de ressource sur plusieurs années afin que celles-ci soient récupérées par l'Arcep.

Il serait peut-être utile de mettre en place des critères supplémentaires dans les cas suivants :

- Retard ou blocage d'ouverture des tranches par les opérateurs
- Numéro à usage de test de nouveaux services pour des tranches utilisant la granularité minimum
- Retard ou blocage de mise en place de contrat d'interconnexion

Question 11. Que pensez-vous, lors d'une résiliation sans portage, de l'obligation de restituer un numéro précédemment porté à l'opérateur attributaire au terme du délai de réaffectation

Legos restitue déjà, au bout du 50e jour après la résiliation sans portabilité, les numéros fixe et mobile porté entrant sur son réseau. Legos est favorable à cette obligation, car nous estimons via les audits annuels de l'APNF que bon nombre de numéros dont Legos est attributaire ne sont pas restitués à Legos. De plus beaucoup d'opérateur attributaire ne répondent pas aux demandes de restitution faite via le MOP APNF, cette obligation devrait obliger ces acteurs à revoir et fiabiliser leur processus de traitement.

Question 12. Que pensez-vous de la limitation du nombre de préfixes RIO attribuables par opérateur à un ?

Legos est favorable à la limitation à 1 Rio par Opérateur. Legos gère son propre RIO et le RIO de ses clients qui l'aurait mandaté pour gérer leurs portabilités.

Question 13. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents pour les territoires de Guadeloupe, Martinique et Mayotte ?

Legos n'a pas d'avis sur la question.

Question 14. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents vérifiés pour les territoires de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Legos n'a pas d'avis sur la question.

Question 15. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux préfixes de routage, à la fois pour les numéros polyvalents et les numéros mobiles, pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Legos n'a pas d'avis sur la question.

Question 16. Que pensez-vous de la réduction à 100 000 numéros de la granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Legos n'a pas d'avis sur la question.

Question 17. Que pensez-vous des évolutions relatives à l'attribution et à l'utilisation des codes R1R2 ?

Legos estime comme l'Arcep que l'arrivée de l'authentification de l'appelant par l'opérateur rend obsolète l'utilisation du R1R2 pour connaître l'opérateur émetteur. Legos accueille donc favorablement les évolutions d'utilisation de cette ressource ce qui simplifiera un peu plus les informations transmises entre opérateurs lors des appels voix.

Question 18. Que pensez-vous de la suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel ?

Legos estime que cette suppression (085) est légitime avec la fin de l'utilisation du cuivre.

Question 19. Que pensez-vous de l'interdiction, d'ici au 1er juillet 2028, des mises à disposition de numéros ?

Legos travaille activement depuis 2019 à réduire le nombre de numéros mise à disposition par des transfert ou des portabilités vers l'opérateur qui utilisait des numéros de ce type. Legos attend avec attention la gestion des mandataires sur le GIE EGP qui permettra pour le mobile de porter d'ancien numéro mobile mis à disposition avant 2018.

Legos espère que le GIE EGP et les opérateurs auront mis en place cette gestion des mandataires dans les temps pour être en accord avec l'échéance du 1er juillet 2028.

Sans modifier la possibilité de mise à disposition des numéros de longueur étendue. Si ceux-ci devaient être concernés, il faudrait alors ramener la granularité de 1 000 000 à 1 000 numéros.

Question 20. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser des préfixes de routage fournis par un autre opérateur ?

Legos est d'accord avec cette interdiction, car chaque opérateur doit avoir son propre préfixe de portabilité.

Coté portabilité mobile, à ce jour, les MVNO s'appuient sur le préfixe de leur MNO, une modification impliquerait une complexité donc les charges et impacts seraient à évaluer.

Question 21. Que pensez-vous de la suppression de l'obligation de transmettre annuellement des rapports d'utilisation et de mise à disposition ?

Legos est favorable à cette suppression permettant de réduire la charge administrative pesant sur les opérateurs.

Question 22. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de ces éléments dans le cadre d'une restitution de numéros spéciaux et courts ?

Legos n'a pas d'avis sur la question.

Question 23. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture d'un document attestant de l'habilitation du demandeur par l'entreprise dès lors que celui-ci n'est pas employé par cette société et qu'il demande un identifiant d'accès pour le compte de cette dernière ?

Legos considère que c'est une bonne chose de fournir un document attestant de l'habilitation pour cadrer l'utilisation des accès.



Question 24. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse postale de l'équipement ainsi que l'adresse postale du point d'interconnexion pour chaque demande de numéros territorialisés et de préfixes de routage de numéros polyvalents et mobiles ?

Legos est favorable à la fourniture de l'adresse postale du point d'interconnexion pour chaque demande de numéro territorialisé, de préfixes de routage de numéros polyvalents et mobiles.

Nous estimons aussi ces informations d'adresse doivent aussi prendre en compte les adresses de collecte supplémentaires permettant la redondance de la plateforme.

Question 25. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse physique du point de signalisation pour toute demande d'attribution de CPSN ?

Legos n'a pas d'avis sur la question.

Question 26. Avez-vous des commentaires relatifs à la modification du type de contacts à fournir à l'appui d'une demande d'attribution ?

Legos estime que l'utilisation d'un contact générique peut être complémentaire plutôt que de se substituer à un contact d'une personne physique.